
ZOOM SUR...

DECouvrez L'OFFRE DE FORMATION CONTINUE 2021 DE L'EHESP

L'EHESP a développé sa nouvelle offre de formation continue 2021 en s'appuyant sur l'expérience acquise ces derniers mois dans le cadre de la continuité pédagogique à distance et le développement de modalités de formation diversifiées. À travers 12 diplômes d'établissement, 4 cycles spécialisés, 5 certificats et 96 sessions courtes délivrés en présentiel, e-learning ou hybride, les professionnels disposent d'un large choix de formations qui couvrent un ensemble de thèmes au cœur de l'actualité de la santé publique : Environnement et santé – Santé, populations et politiques publiques – Organisation, management et performance de notre système de santé – Cohésion sociale – Veille et sécurité sanitaire.

[Voir les formations](#)

ACTUALITES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

Prestation sanitaire et sociale

Création de l'indemnité de fonctions particulières allouée aux accompagnants des élèves en situation de handicap exerçant les missions de référent – [Texte intégral](#)

Montant de l'indemnité de fonctions particulières allouée aux accompagnants des élèves en situation de handicap exerçant les missions de référent – [Texte intégral](#)

Modalités de prise en compte du dédommagement perçu par les aidants familiaux, de la prestation de compensation et de l'allocation journalière du proche aidant dans le calcul du revenu de solidarité active et de la prime d'activité – [Texte intégral](#)

Organisation sanitaire et sociale

Campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé – [Texte intégral](#)

Enseignement

Certificat d'instructeur pour l'autonomie des personnes déficientes visuelles – [Texte intégral](#)

Enseignement optionnel de la langue des signes française des classes de seconde, première et terminale des voies générale et technologique – [Texte intégral](#)

Modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, des aides au mérite et des aides à la mobilité internationale pour l'année 2019-2020 : additif – [Texte intégral](#)

Travail, Emploi

Obligation d'emploi en faveur des travailleurs handicapés – [Texte intégral](#)

Avis relatif au recrutement de travailleurs handicapés par la voie contractuelle pouvant déboucher sur une titularisation en catégorie C – [Texte intégral](#)

Accessibilité

Mise en œuvre des obligations et engagements du Gouvernement en matière d'accessibilité aux personnes en situation de handicap des sites internet, extranet, intranet et applications mobiles publics – [Texte intégral](#)

ACTUALITES BIBLIOGRAPHIQUES

Parents d'enfant handicapé : davantage de familles monoparentales, une situation moins favorable sur le marché du travail et des niveaux de vie plus faibles – Buisson Guillemette, De La Rosa Gabriel

En moyenne en 2016 et 2017, 292 000 ménages bénéficient de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) en France métropolitaine. Cette allocation, destinée aux parents d'enfant handicapé, vise à compenser les frais engendrés en matière d'éducation et de soins. Les parents qui en sont bénéficiaires sont plus âgés que les autres parents d'enfant de moins de 20 ans, reflet sans doute du temps nécessaire à la mise en place d'un diagnostic et à la reconnaissance administrative du handicap de leur enfant. Ils sont moins souvent diplômés de l'enseignement supérieur. Ils vivent plus souvent en famille nombreuse ou en famille monoparentale. Il est également beaucoup plus fréquent qu'au moins l'un des parents ne travaille pas, le plus souvent la mère. Ainsi, les mères d'enfant handicapé déclarent 2,5 fois plus souvent que les autres mères être inactives pour s'occuper d'un enfant ou d'une personne dépendante. Par ailleurs, quand elles travaillent, elles sont plus souvent à temps partiel (42 % contre 31 %). La situation moins favorable des parents d'enfant handicapé sur le marché du travail s'accompagne d'une plus grande fragilité économique : leur niveau de vie mensuel moyen est de 1 567 euros, soit 272 euros de moins que les autres ménages avec enfant de moins de 20 ans. Les ménages bénéficiaires de l'AEEH vivent sous le seuil de pauvreté dans 24 % des cas, contre 17 % pour les autres ménages avec enfants. [Etudes et résultats, Drees, n° 1169, 2020, 6p](#) – [Texte intégral](#)

L'accompagnement de la personne polyhandicapée dans sa spécificité. Recommandation de bonne pratique – Haute autorité de santé

Les enjeux de cette recommandation sont d'une part, de considérer la personne polyhandicapée comme une personne à part entière, actrice et citoyenne et, d'autre part, d'améliorer sa qualité de vie. Pour que l'évolution de ces capacités soient constantes et ce, malgré une vulnérabilité et une dépendance aux autres, l'accompagnement de la personne repose sur une approche éthique et doit s'effectuer dans le respect de ses droits, de ses choix, de son intimité et de son rythme physiologique. Cette recommandation, la première dédiée à ce sujet, apportera aux aidants (professionnels et familles) des repères scientifiques, techniques, pratiques et organisationnels et a pour ambition de donner "un coup d'accélérateur" aux bonnes pratiques sur le terrain. Les objectifs de cette recommandation sont de : - Favoriser le bien-être et la qualité de vie de la personne polyhandicapée. - Accompagner les professionnels et les familles dans la prise en compte des spécificités des besoins de la personne polyhandicapée et du développement de ses capacités. - Changer le regard de la société (et des professionnels) sur la personne polyhandicapée. [HAS, 2020](#) – [Voir la synthèse](#)

L'offre d'accueil des personnes handicapées dans les établissements et services médico-sociaux fin 2018 – Bergeron Thomas, Dauphin Laurence

Fin 2018, les établissements et services médico-sociaux proposent 510 620 places dans 12 430 structures accompagnant des personnes handicapées, d'après la dernière vague de l'enquête ES-Handicap. Le nombre de places est en hausse de 4,4 %, soit 21 420 places supplémentaires, par rapport à fin 2014. Cette augmentation des capacités d'accueil et d'accompagnement entre 2014 et 2018 est fortement soutenue par les services : +11 % dans les services pour enfants, adolescents et adultes. La hausse la plus forte concerne les places agréées pour accompagner ou accueillir les personnes présentant des troubles du spectre de l'autisme, dont le nombre a augmenté de 34 %, soit près de 6 000 places supplémentaires. L'internat reste un mode d'accueil plus fréquemment pratiqué dans les structures pour adultes (38 %) que dans les structures pour enfants (23 %) où l'accueil de jour et les prestations sur le lieu de vie sont majoritaires. Le nombre de personnes travaillant en établissements et services médico-sociaux pour personnes handicapées, en équivalent temps plein, est en hausse de 5 % entre 2014 et 2018. Le personnel de ces structures reste majoritairement féminin. [Etudes et résultats, Drees, n° 1169, 2020, 7p](#) – [Texte intégral](#)

Connaissance de l'accident vasculaire cérébral et de ses symptômes en France en 2019 – Gabet Amélie, Houot Marie, Mas Jean-Louis et al.

En 2019, plus de 40 % des personnes pensaient que l'AVC affectait uniquement le cœur, ou à la fois le cœur et le cerveau, une sur cinq ne savait pas que l'AVC pouvait survenir à tout âge, et une personne sur deux ignorait qu'il existait des traitements efficaces. Par ailleurs, 53 % des personnes ont déclaré craindre l'AVC, en particulier les femmes (58 %). Concernant la connaissance des symptômes d'AVC, "des difficultés à parler" était le symptôme le mieux connu, identifié par 94 % des participants. "La paralysie d'un bras ou d'une jambe" et "une déformation de la bouche" étaient respectivement reconnus par plus de 90 % des personnes interrogées. Enfin, 83 % de la population donnait ces trois symptômes simultanément, montrant une bonne connaissance des symptômes de l'AVC. La méconnaissance des symptômes était, toutes choses égales par ailleurs, plus élevée chez les hommes, les moins de 45 ans et les plus de 65

ans, les personnes ayant un niveau d'éducation inférieur au Bac, celles n'ayant pas eu d'antécédent d'AVC ainsi que les fumeurs. [Bulletin épidémiologique hebdomadaire, BEH, 2020, n° 28, pp. 554-561](#) – [Texte intégral](#)

Guide la transformation de l'offre d'accompagnement dans le secteur du handicap. Les gestionnaires à la croisée des chemins - KPMG

Depuis plusieurs années le thème de la transformation de l'offre irrigue les politiques publiques nationales et territoriales, avec certaines réalisations probantes. Le rythme et l'intensité du sujet se sont accélérés depuis 2017 avec la circulaire du 2 mai, puis la définition du plan d'action ministériel Ambition transformation 2019-2022 et l'installation du comité national de pilotage de transformation de l'offre d'accompagnement, concrétisant une véritable politique publique de transformation du secteur du handicap avec ses objectifs et ses indicateurs de mesure. Ce guide a ainsi pour ambition de : - Traduire les politiques publiques et leurs objectifs en modalités d'actions concrètes pour les gestionnaires du secteur ; - Partager et capitaliser sur les réflexions en cours et sur l'expérience de terrain. [KPMG, 2020, 49p](#) – [Voir le guide](#)

L'aide et l'action sociales en France - Perte d'autonomie, handicap, protection de l'enfance et insertion - Edition 2020 – Tidiane Diallo Cheikh (Dir.), Leroux Isabelle (Dir.)

L'aide et l'action sociales en France représentent 10 % de l'ensemble des dépenses de protection sociale et relèvent, pour moitié, de la responsabilité des départements. Fin 2018, ces derniers octroient 4,3 millions de prestations d'aide sociale, couvrant ainsi 6,2 % de la population française. Ces prestations constituent une dépense annuelle nette de 38,4 milliards d'euros, un montant qui a baissé de 0,2 % en un an après une croissance annuelle moyenne de 5,7 % entre 2002 et 2017. L'aide sociale départementale est, dans cet ouvrage, étudiée dans son ensemble puis, plus en détail pour les personnes âgées, les personnes handicapées, l'aide sociale à l'enfance et l'insertion. Les analyses portent sur les effectifs et les caractéristiques des bénéficiaires, les dépenses et les personnels associés, sous l'angle des évolutions, récentes ou de plus long terme, et des disparités territoriales. L'ouvrage présente également le contenu et l'organisation de l'action sociale des communes et des intercommunalités. Cette nouvelle édition s'enrichit d'une étude sur la mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP). [Collection Panoramas de la Drees-social, 2020, 244p.](#) – [Texte intégral](#)

Des aides techniques pour l'autonomie des personnes en situation de handicap ou âgées : Une réforme structurelle indispensable – Denormandie Philippe, Chevalier Cécile

A l'inverse de nombreux pays européens dont les pays scandinaves, la politique actuelle des aides techniques en France est centrée sur le financement de l'accès à la propriété des matériels et logiciels dans une vision palliative. Elle ne permet pas ou peu de souplesse dans l'adaptation ou le changement des aides techniques en fonction de l'évolution des besoins et ne traite pas, ou alors à la marge et de façon très inégalitaire, de l'accompagnement professionnel permettant d'optimiser les chances de la personne dans son projet, et ce le plus tôt possible. Ainsi, il est nécessaire de mettre en place une politique globale permettant à la personne : - D'être informée sur les aides techniques existantes et sur l'accès aux services et financements, - D'être accompagnée dans la découverte, l'acceptabilité, l'apprentissage, l'accoutumance à l'aide technique, en associant autant que nécessaire ses proches aidants et les professionnels qui interviennent au quotidien, - D'être accompagnée dans l'évolution de son corps, dans l'amélioration ou l'aggravation de ses déficiences et capacités (croissance, vieillissement, évolution d'une maladie ou pathologies intercurrentes...), - D'être accompagnée dans les évolutions de ses besoins, ses attentes, ses activités sociales, éducatives, professionnelles, de son environnement... tout au long de sa vie, comme par exemple dans la parentalité, - D'avoir des aides techniques permettant une utilisation aisée par la qualité des matériels, la qualité de l'entretien réalisé et la qualité et la réactivité des services lors des réparations en cas de panne. Pour être mise en place et rester efficace à terme, cette politique doit être pilotée tant à l'échelon local que national. L'ambition défendue est de passer d'une approche des aides techniques financière et palliative à une approche d'accompagnement dans une vision émancipatrice pour faire de ce levier un axe fort de la politique de soutien à l'autonomie des personnes, quel que soit leur âge. [Ministère des Solidarités et de la santé, Secrétariat d'Etat chargé des personnes handicapées, 2020, 264p.](#) – [Texte intégral](#)

Atlas des soins palliatifs et de fin de vie en France – Cousin François, Goncalves Thomas et al.

De quoi et où meurent les Françaises et Français ? Quelle est l'offre sanitaire globale mais aussi plus spécifiquement de soins palliatifs aujourd'hui en France ? Quel est le profil des patients pris en charge dans les unités de soins palliatifs ? Quelle est la part des personnes âgées de 75 ans et plus dans les statistiques de mortalité ? Quelles sont leurs particularités ? Observe-t-on des différences géographiques concernant toutes ces données ? Cet Atlas national a vocation à répondre à ces multiples questions pour aider le lecteur à appréhender les enjeux et les réalités de l'accompagnement de la fin de vie et de la place des soins palliatifs en France aujourd'hui. Il rassemble des données démographiques, sanitaires qui sont analysées le plus finement possible pour mettre en lumière les spécificités départementales en termes d'offre sanitaire mais aussi de besoins des patients dans leurs trajectoires de fin de vie. L'Atlas mobilise des indicateurs renouvelés et s'inscrit dans une temporalité qui permet de visualiser le développement et la transformation de l'offre sanitaire et des besoins des patients en regard de cette offre. Ce travail de mise en perspective a pour objectif de permettre aux acteurs de politique publique de s'emparer des différentes problématiques liées à l'accompagnement de fin de vie et d'adapter, de remodeler les dispositifs existants et les politiques de santé pour

être au plus près des besoins des patients. [Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie – CNSPFV, 2ème édition, 2020, 106p. – Texte intégral](#)

Etude nationale de coûts EHPAD 2018. Note de fin de campagne – Agence technique de l'information sur l'hospitalisation -ATIH, Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie -CNSA

La DGCS et la CNSA ont souhaité approfondir et actualiser la connaissance des coûts supportés par les EHPAD. La réalisation de deux enquêtes de coûts, sur les données comptables 2012 et 2013, avait été confiée à l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH), en raison de son expertise dans le recueil et l'analyse de données médico-économiques. Dans la continuité de ces enquêtes, cinq études nationales de coûts (ENC), financées par la CNSA, ont été lancées entre 2015 et 2019. Ces ENC sont plus détaillées que les enquêtes de coûts puisqu'en complément des données comptables à retraiter, certaines données sont recueillies au niveau de chaque résident par les établissements participants. L'ensemble de la méthodologie de l'ENC a été défini lors de comités techniques constitués, entre autres, des fédérations et associations représentatives du secteur médico-social. Les éléments concernant l'ENC EHPAD 2018 sont disponibles sur le site Internet de l'ATIH. Les établissements participants ont été sélectionnés au second semestre 2017 ; ce sont des établissements volontaires, qui ont bénéficié à chaque étape de l'aide d'un superviseur. Ils ont transmis leurs données en deux phases : leurs données d'activité (observées sur une semaine) pour chaque trimestre en 2018 puis leurs données comptables en 2019. Enfin, cette ENC a la particularité d'intégrer les charges de soins de ville grâce aux informations transmises par la Caisse nationale de l'Assurance maladie (CNAM). Ces charges sont issues du croisement de l'outil RESID-EHPAD et des soins remboursés par l'Assurance maladie. A l'issue de la collecte, pour chaque résident, est calculé le coût de sa prise en charge par trimestre. Par ailleurs, des groupes ont été constitués par des experts (médecins des établissements, des fédérations et associations représentatives du secteur médico-social, de la CNSA et de l'ATIH) qui se sont réunis en 2016. Leurs travaux ont permis de définir 83 groupes homogènes en termes d'état de santé et de perte d'autonomie. Les coûts issus du recueil des données 2018 sont calculés par groupe de résidents. Ce document décrit le déroulement de la campagne de l'ENC 2018, l'échantillon ainsi que la méthodologie de calcul des coûts qui a été mise en œuvre. [ATIH, 2020, 25p. – Texte intégral](#)

Vieillir à deux. Aider son conjoint, se faire aider - Renaut Sylvie, Broussard Célia, Peyrache Malorie, Rochut Julie

La prolongation de la vie à deux place les conjoints au cœur de l'entraide et des aides dans le couple vieillissant et ce jusqu'au grand âge. Dans des entretiens menés en 2017, 25 couples témoignent de la norme de solidarité à l'égard du conjoint et du recours légitime aux professionnels pour épargner les enfants. Ils dévoilent le mode d'organisation à deux autour de 4 configurations d'aides. Aux premiers temps de la retraite, la vie à deux renforce la capacité à faire face aux besoins du couple, avec le partage de certaines tâches assumées antérieurement plutôt par les femmes. Lorsque les problèmes de santé affectent l'homme, le rôle du soin endossé par les femmes conduit à restreindre la disposition du couple à se faire aider par l'extérieur. Au contraire, lorsque la femme décline, les hommes intègrent mieux les aides extérieures pour les accompagner. Enfin, si les deux conjoints sont en situation de handicap ou si une entrée en établissement s'impose, l'arbitrage des professionnels se renforce et limite la capacité de négociation et de décision des couples. [Les Cahiers de la CNAV, 2020, n° 15, 87p. – Texte intégral](#)

LU POUR VOUS



La promotion de la santé. Comprendre pour agir dans le monde francophone – Breton Eric, Jabot Françoise, Pommier Jeanine et al.

En considérant les personnes Sourdes à l'aune de leur déficience auditive, le monde des entendants a occulté toute la richesse de leurs existences. Pourtant, les langues des signes sont le socle non d'un handicap, mais de cultures et de communautés multiples, dont les auteurs se font l'écho dans cet ouvrage, leur restituant symboliquement leur identité par l'emploi de la majuscule. Traduit pour la première fois en français, ce texte pionnier des études sourdes s'appuie sur des conversations, des récits et des contes populaires, des poèmes signés ou encore des pièces de théâtre, pour présenter la culture des personnes Sourdes aux Etats-Unis depuis l'intérieur, afin de dévoiler comment elles se définissent elles-mêmes, de quelles sortes de symboles elles s'entourent et la manière dont elles se représentent leur vie. [Editions Ehesp, Collection Références Santé Social, 2ème édition, 2020, 588p. – Fiche détaillée de l'ouvrage](#)

AGENDA NATIONAL

Communiqués de presse

Ministère des Solidarités et de la Santé, 13 novembre 2020

Retrouvez toute l'information sur le coronavirus (Covid-19 – [Voir le communiqué](#))

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 12 novembre 2020

"Covid-19 : foire aux questions - Reprise de l'épidémie" – [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 9 novembre 2020

"Comité national de suivi de l'Ecole inclusive" – [Voir le communiqué](#)

Haute Autorité de santé, 6 novembre 2020

"Un document d'information pour faciliter les visites à un proche résidant en EHPAD en toute sécurité" – [Voir le communiqué](#)

Académie nationale de Médecine, 4 novembre 2020

"La mort loin des familles" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 1er novembre 2020

Coronavirus (Covid-19) "Consignes relatives aux visites et aux mesures de protection dans les établissements médico-sociaux accueillant des personnes âgées et les USLD" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 1er novembre 2020

"Séjour de la santé : le Gouvernement accélère la revalorisation de tous les personnels hospitaliers et des professionnels des EHPAD publics" – [Voir le communiqué](#)

Centre ressource de réhabilitation psychosociale -CH le Vinatier, novembre 2020

"A nouveau confinés : relance de l'étude sur les impacts sur la santé mentale" – [Accédez à l'enquête](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 31 octobre 2020

"Crise sanitaire : Lancement d'une campagne de recrutement d'urgence pour les EHPAD et les métiers du grand âge" – [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 30 octobre 2020

"Covid-19 : mesures concernant les personnes en situation de handicap et leurs aidants" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 29 octobre 2020

"Protocole Covid-19 : établissements médico-sociaux et indemnisation des heures supplémentaires des personnels" – [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 27 octobre 2020

"Ecole inclusive : une nouvelle indemnité pour les AESH exerçant les missions de référents" – [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 26 octobre 2020

"DuoDay 2020, c'est le 19 novembre prochain ! Emploi et handicap : et si on commençait par un duo ?" – [Voir le communiqué](#)

Haut Conseil de la Santé Publique, 23 octobre 2020

"Covid-19 : délai de transfert dans un service de soins de suite ou un Ehpad" – [Voir l'avis](#)

Secrétariat d'Etat chargé des Personnes handicapées, 23 octobre 2020

"Covid-19 - Consignes et recommandations applicables aux structures médico-sociales pour enfants et adultes en situation de handicap et dispositif de soutien sanitaire" – [Voir le communiqué](#)

CNSA, 23 octobre 2020

"Recommandations pour faciliter la pratique d'activités de loisirs choisies par les personnes âgées ou en situation de handicap" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 23 octobre 2020

"Vote unanime à l'Assemblée nationale sur l'amendement Bourguignon pour la revalorisation des salaires des aides à domicile" – [Voir le communiqué](#)

Le Cercle Vulnérabilités et Société, octobre 2020

"Fin de vie en EHPAD. De l'hébergement à l'accompagnement. Propositions opérationnelles pour une culture globale de la fin de vie" – [Voir la note de position](#)

Appel à projets, appel à contributions...

Prix Alnylam avec la Fondation Maladies Rares, 9 novembre 2020

"Amélioration technologique de l'efficacité des thérapies basées sur l'interférence ARN" et "Recherche portant sur des maladies rares dans lesquelles le silençage génique présente un intérêt thérapeutique". Date de clôture de dépôt des candidatures : 14 janvier 2021 avec la mention Prix Alnylam uniquement à l'adresse aap-bio@fondation-maladiesrares.com

Colloques, congrès...

Toulouse, du 16 au 29 novembre 2020 (Annulées)

Les Rencontres Ville & Handicap organisées par la ville de Toulouse – [En savoir plus](#)

19 novembre 2020 (Webinaire)

"Violence Trauma Résilience Impacts sur la Santé Mentale" : Journée organisée par l'Association Scientifique des Psychiatres du Service Public des Hauts de France –ASPP – [En savoir plus](#)

Paris, 19 et 20 novembre 2020 (En visioconférence)

"Nouvelle décennie pour l'action médico-sociale précoce. Parents, enfants et professionnels : Nouvelles connaissances ? Nouvelles pratiques ? " : Journées de l'Anecamsp – [En savoir plus](#)

20 novembre 2020 (Distanciel)

"Gère tes émotions ! " : quelle implication pour quels soins ? : 6èmes Rencontres Soignantes en Psychiatrie organisées par Santé Mentale – [En savoir plus](#)

Paris, 23 et 24 novembre 2020 (Reportées au 12 et 13 avril 2021)

"La respiration des personnes polyhandicapées, paralysées cérébrales. Importance de la prévention et d'un accompagnement multidisciplinaire de la naissance jusqu'à la fin de la vie" : Journées d'études Polyhandicap/Paralysie cérébrale 2020 organisées par l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (DST Mission Handicap) – [En savoir plus](#)

23 et 24 novembre 2020 (Webinaire)

"Handicap 4.0 : accélérer le virage numérique, entre innovation et risques ! " : Assises nationale du handicap organisées par GEPso – [En savoir plus](#)

Bordeaux, du 23 au 25 novembre 2020 (Reportées du 9 au 11 juin 2021)

"All Inclusive avec les SESSAD" : 14èmes Journées Nationales des SESSAD organisées par le Creai Nouvelle Aquitaine, Creai Ile-de-France et l'Ancreai

Paris, 25 novembre 2020 (Reporté)

"Handicap psychique, handicap non visible : égalités des chances et si on en parlait ?" : Colloque organisé par la CFE-CGC en partenariat avec le FIPHFP et l'Agefiph - [En savoir plus](#)

26 novembre 2020 (Webinaire)

"Trajectoire du numérique en santé pour le médico-social : présentation et perspectives" : Rencontres Organisées par l'Agence du numérique en santé – [En savoir plus](#)

26 novembre 2020 (Annulé)

"Le numérique, atout pour l'inclusion des jeunes présentant des troubles sensoriels et/ou troubles d'apprentissage" : Webinaire organisé par SRAE Sensoriel et SRAE Troubles d'apprentissage (Structure régionale d'appui et d'expertise) – [En savoir plus](#)

AGENDA INTERNATIONAL

Colloques, congrès...

Nanterre, 27 et 28 novembre 2020

"La solitude n'est pas une fatalité : handicap, amitié, amour, relations fraternelles tout au long de la vie" : 15ème Colloque du séminaire interuniversitaire international sur la clinique du handicap -SIICLHA organisé par le Laboratoire ClipsyD en lien avec l'Association BECO – [En savoir plus](#)

Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 et au RGPD 2016/679 du 27 avril 2016 , vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au Service Documentation – Ecole des hautes études en santé publique, 15 avenue du professeur Léon Bernard 35043 Rennes Cedex et/ou par mail à bibliotheque@ehesp.fr

Ecole des hautes études en santé publique – EHESP Paris

20, avenue George Sand,

93 210 La Plaine Saint Denis - 02 99 02 24 50

En savoir plus sur le [service documentation](#)

Bibliotheque.paris@ehesp.fr

[S'abonner / Se désabonner](#)